



CONTRE TOUTES LES LOIS RACISTES, NON À LA SUPPRESSION DU DROIT DU SOL À MAYOTTE !

Après la loi asile-immigration raciste de Darmanin qui vise à fermer toujours plus les frontières, le gouvernement continue d'appliquer la politique de l'extrême droite avec l'annonce dimanche 11 février de nouvelles mesures à Mayotte : attaque du droit du sol, opération massive d'expulsion des migrants, construction d'un "rideau de fer" ...

MENER LA VIE TOUJOURS PLUS DURE AUX MIGRANTS

Darmanin et la nouvelle ministre des Outre-mers Marie Guévenoux, en visite à Mayotte la semaine dernière, ont annoncé de nouvelles mesures. Le gouvernement annonce vouloir réviser la Constitution pour mettre fin au droit du sol sur Mayotte ! Les seuls enfants nés à Mayotte à pouvoir accéder à la nationalité française seraient ceux nés de parents français.

C'est une attaque inédite contre les migrants ! Mais ce n'est pas tout : Darmanin parle aussi de la mise en place d'un véritable "rideau de fer maritime". Leur objectif ? Limiter le plus possible l'immigration, malgré les milliers de morts que cela pourrait provoquer.

Le gouvernement a aussi annoncé une répétition de l'opération Wuambushu : celle qui lui a permis d'expulser environ 24 000 migrants comoriens de Mayotte l'an dernier. Une véritable rafle xénophobe, mobilisant des centaines de gendarmes qui ont rasé des habitations et des bidonvilles entiers, traquant tous ceux n'ayant pas la nationalité, utilisant plus de 650 grenades et ayant même tiré à balles réelles face aux habitants de l'île !

MAYOTTE EN CRISE

Le gouvernement a justifié ses annonces par la "crise migratoire" que traverserait Mayotte. Mayotte, département français, est en effet une destination privilégiée pour des centaines de comoriens qui tentent de fuir la misère. Ils y sont accueillis dans des conditions déplorables, faute de moyens déployés. Mais si Mayotte est en crise migratoire, elle est surtout en crise tout court ! Mayotte est le département le plus pauvre de France : 77% de la population vit sous le seuil de pauvreté, de nombreuses personnes sont obligées de vivre dans des bidonvilles, et 30% de la population n'a pas accès à l'eau courante. Faute d'investissement dans les structures d'eau potable, les habitants subissent des coupures d'eau, allant jusqu'à 3 jours sur 4, depuis des mois. Une situation coloniale qui ne peut plus durer ; la France n'a que faire de la vie des mahorais et n'investit dans aucun service public.

La seule chose qui l'intéresse, c'est de pouvoir conserver son rôle impérialiste : pouvoir déployer ses flottes de guerre, mettre la main sur de potentiels gisements de pétrole off-shore, gérer sa zone économique exclusive (ZEE), et contrôler le canal du Mozambique.

REFUSONS CE PROJET RACISTE !

Les annonces actuelles ont aussi pour objectif de dédouaner le gouvernement pour son inaction quant aux conditions de vie désastreuses des mahorais. Les étrangers comoriens sont alors désignés comme des boucs émissaires ! Le gouvernement fait ici une ignoble surenchère raciste dans un climat politique global où il se fait le meilleur allié de l'extrême droite, en cherchant à fermer toujours plus les frontières et à criminaliser les migrants ! Non content de traiter Mayotte comme un département de seconde zone, ces annonces pavent la voie à une remise en cause globale de tout le droit du sol, soi-disant fondement de leur "ordre républicain". Face à leurs valeurs républicaines à géométrie variable, **imposons notre solidarité internationale : égalité des droits entre français et immigrés, ouverture des frontières et liberté de circulation ! Continuons de manifester contre les lois racistes de ce gouvernement !**

Ne pas jeter sur la voie publique, merci

GUERRES, EXPLOITATION, OPPRESSIONS...

**LE CAPITALISME
N'A RIEN À NOUS OFFRIR :**

RENVERSONS-LE !

**WEEK-END
DE FORMATION**

17 & 18 FÉVRIER À PARIS